

Paysans partisans

À propos de la guerre dans les sociétés burkinabé

par Michel IZARD (1)

À comparer leur littérature à celle d'anthropologues travaillant sur les mêmes terrains, mais venant d'horizons institutionnels différents, il nous est loisible de constater que le mot « paysan » appartient presque en propre aux chercheurs de l'Orstom. En plaçant ces lignes sous l'intitulé *Paysans partisans*, je n'ai donc pas seulement cédé au plaisir de l'allitération mais aussi souhaité rendre hommage à des collègues (je pense tout particulièrement, pour cause d'« études voltaïques », à Jean-Louis Boutillier) qui ont su « déprimitiver » les sociétés africaines en nous rappelant inlassablement qu'elles appartiennent au monde d'aujourd'hui et que cette appartenance détermine dans une très large mesure leur destin.

Maintenant, pourquoi « partisan »? On doit à l'historien canadien Myron J. Echenberg (1971) (2) d'avoir jeté les bases d'une analyse comparée des sociétés burkinabé sous le rapport de leur organisation militaire. C'est dans le sillage de ses travaux que j'ai commencé de m'intéresser à la révolte dite de 1916 qui, dans l'ouest du Burkina, s'est déclenchée en novembre 1915 pour s'achever sur l'échec de la rébellion en août 1917.

Cette révolte concerne principalement – dans mon propos – les Lela, les Dafing (Marka) et les Bwa, trois populations que l'administration militaire française considère, en ces premières années de la colonisation, comme « indisciplinées ». Il y a de quoi: dans ces régions, à travers les révoltes armées de 1899-1900, 1905 et 1910, on peut dire que de la conquête à la période marquée par la famine de 1913-1914 et les premiers recrutements autoritaires de tirailleurs, la résistance n'a pas cessé. Nous sommes là parmi des sociétés qui sont réputées être politiquement organisées sur la base de communautés villageoises indépendantes les unes des autres. Ces paysans sont accoutumés de conduire des petites guerres intervillageoises dont le déroulement est soumis à des règles strictes : des guerres sans guerriers. Mais voici que dans ce « crépuscule des temps anciens » la sourde hostilité

(1) Anthropologue. Directeur de recherche au CNRS.

(2) Echenberg, M. J. (1971). *African reactions to French conquest: Upper Volta in the late nineteenth century*. Madison, Wisconsin, University of Wisconsin, PhD, *multigr.*

On se reportera aussi à :

Gnankambary, B. (1970). « La révolte bobo de 1916 dans le cercle de Dédougou ». *Notes et documents voltaïques* 3 (4) : 55-87.

Hébert, J. (1970). « Révoltes en Haute-Volta de 1914 à 1918 ». *Notes et documents voltaïques* 3(4) : 3-54.

au pouvoir colonial et à ceux qui le servent est confrontée à l'inacceptable : une femme qu'une grossesse proche de son terme n'a pas soustraite au travail sur une route est brutalisée par un garde et accouche à même le sol, devant tout le monde. Le garde est tué et la révolte se propage. (3)

Le moment de la répression puis de la « pacification » venu, le colonel Molard, qui a dirigé les opérations, parlera, dans un rapport, de « l'acharnement de la résistance », de « l'intelligence », de l'« esprit de suite » et des « réelles connaissances tactiques » des révoltés, et dit n'avoir pu s'empêcher « d'admirer la persévérance dont ils ont fait preuve jusqu'au bout, malgré des épisodes sanglants et répétés ». Les révoltés ont fait montre d'une spectaculaire capacité de mobilisation : en novembre 1915, à Buna, en pays dafing, la colonne française qui a attaqué le village et combat depuis trois heures, se retrouve encerclée par 6 000 à 7 000 hommes en armes ; en décembre de la même année, on estimera que la guérilla mobilise entre 90 000 et 130 000 hommes. On assiste au développement d'un véritable effort de guerre, qui ignore les frontières « ethniques » ; les protocoles de saisie d'armes permettent de mesurer l'ampleur du travail accompli par les forgerons, tandis que des documents administratifs révèlent que des transports de céréales ont été organisés depuis les régions où les récoltes pouvaient avoir lieu normalement vers des zones où la fréquence et l'intensité des combats interdisaient que les paysans se rendissent sur leurs champs. La guerre elle-même est conduite avec méthode ; elle utilise des points d'appui, de véritables casernements d'insurgés ; elle associe le combat en rase campagne (en février 1916, les tirailleurs prennent le village de La, en pays dafing, maison par maison, après avoir tiré 217 obus et plus de 15 000 cartouches) aux techniques les mieux éprouvées de l'embuscade et du harcèlement : routes barrées ou coupées par des fossés dissimulés sous des claies recouvertes de terre, pointes métalliques empoisonnées fichées dans le sol et cachées sous des feuilles, etc.

Ce qui frappe d'emblée qui entreprend d'analyser ces événements, c'est qu'à s'en tenir au modèle de l'organisation politique villageoise, dont la pertinence n'est d'ailleurs pas en cause, les faits qui viennent d'être brièvement évoqués sont incompréhensibles. Quand, pour le cercle de Dédougou, par exemple, un rapport daté du début de la révolte parle de 30 000 insurgés tenant 112 villages, force est de constater qu'à une organisation territoriale du temps de paix s'est substituée comme du jour au lendemain une organisation du temps de guerre qui semble ne rien devoir à l'improvisation et ne pouvait donc manquer de pré-exister de manière latente à l'irruption de la situation de crise aiguë. L'importante somme d'informations disponible sur les Bwa et sur leurs voisins méridionaux les Bobo, grâce aux travaux, respectivement, de Jean Capron et de Guy Le Moal, nous permet de concevoir sur quels fondements principalement religieux a pu se constituer un système territorial en quelque sorte « dormant », mais qui était en mesure de libérer une redoutable machine de guerre si un danger venait à menacer un vaste ensemble de communautés villageoises sans doute en définitive autant interdépendantes qu'indépendantes les unes des autres. Car s'il y a bien une hypothèse que l'analyse des événements de 1915-1917 autorise à faire, c'est que pour qu'en moins de deux mois cette machine se soit trouvée en état de marche, il fallait bien qu'elle ait déjà servi auparavant, contre d'autres adversaires.

(3) Boni, N. (1962). *Crépuscule des temps anciens*. Paris, Présence africaine.

Sans toujours en avoir conscience, nous nous satisfaisons souvent, et intellectuellement à peu de frais, d'images qui semblent aller de soi : par exemple, celle de configurations géopolitiques associant des États guerriers à des périphéries non étatiques soumises aux visées hégémoniques des puissances, et à leur politique de prédation. L'exemple de la révolte de 1915-1917, entre autres, met à mal ce trop simple schéma.

Dans le contexte du Moogo (l'espace politique dominé par les Moose), mais c'est au Yatenga que je pense, on peut distinguer trois types d'hommes de guerre. Il y a d'abord celui que j'appellerai le *guerrier* par excellence – c'est un cavalier –, en l'espèce un membre de l'aristocratie royale, qui ne travaille pas la terre et partage son temps entre la carrière des armes et une incertaine vie de parasite menée auprès d'un parent qui a eu le bonheur de recevoir un commandement. Ensuite, nous avons le *mercenaire*, venu d'un de ces villages de bannis comme on en trouvait aux confins des royaumes – c'est généralement un noble en délicatesse avec son prince –, ou tout bonnement d'un pays frontalier dont les habitants avaient coutume de louer leurs services à des prétendants au trône et, en cas de malheur, de leur offrir un refuge inexpugnable. Le gros village samo de Gomboro, à la frontière nord-ouest du Yatenga, jouait ce double rôle : de centre de recrutement d'archers valeureux, de résidence pour retraités des guerres de succession. La troisième figure militaire est tout simplement celle du *soldat* : c'est un piéton, qu'il s'agisse d'un serviteur du roi ou d'un chef, ou d'un paysan requis pour partir à la guerre, en vertu du système (mal connu) de conscription instauré dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Le guerrier et le mercenaire, par définition, vivent dans une large mesure de la guerre ; ce n'est pas en principe le cas du soldat, mais on nous dit que dans chaque village on trouvait toujours des hommes prêts à rejoindre l'armée royale. Ensemble ou séparément, ces trois personnages participent d'une même culture de la guerre, qui associe le combat aristocratique à cheval avec appui de piétons, conduit – entre gens du même monde – dans le respect de règles strictes (ordre de bataille, joutes singulières, absence de pillage, trêves funéraires, etc.) et la guerre sauvage de prédation visant les glacis extérieurs, avec son cortège de prises de captifs et de bétail, d'incendies d'habitations et de récoltes, contre laquelle les seules réponses possibles sont la fuite ou la guérilla. À cet égard, les insurgés de 1915-1917 sont emblématiques d'une culture de la guerre essentiellement paysanne, qui se situe radicalement à l'opposé de la précédente, en ce qu'elle ignore tout autant la guerre codifiée que le raid de brigandage, mais qui a élaboré d'une manière parfaitement adéquate à ses besoins une réponse stratégique et des réponses tactiques à la guerre de conquête et (ou) de prédation.

Au paysan acteur de cette stratégie seulement défensive qui relève de la dissuasion du faible au fort dans un contexte de *gap* technologique entre adversaires potentiels paraît devoir être associée la figure du *partisan*, qui fait ainsi système avec la configuration guerrier-mercenaire-soldat. Que ces deux cultures de la guerre s'articulent parfaitement l'une à l'autre, deux faits parmi d'autres serviront à l'illustrer. L'un est d'ordre structurel. Dans le Yatenga, les premières guerres d'armée qui nous sont assez bien connues opposent dans les années 1820 les Peuls du Masina et les Moose, mais le XIX^e siècle compte d'autres épisodes comparables : dans les villages du nord

et de l'ouest qui vont être successivement concernés par les combats, on ne trouve pas la moindre mention d'une résistance spontanée des habitants, et l'enquête sur ce point ne suscite qu'une réaction : la guerre, c'est l'affaire des gens de guerre. L'autre fait est d'ordre seulement anecdotique. Après le déclenchement de la révolte dont il a été question plus haut, l'administration militaire, qui ne disposait que d'un faible nombre de tirailleurs en raison des départs pour le théâtre européen, entreprit de recruter des auxiliaires, qu'elle trouva principalement chez les Peuls et chez les Moose du Yatenga. La ruse de l'histoire, c'est que les Français placèrent à la tête du contingent envoyé contre les rebelles l'ancien chef de la résistance armée à laquelle, après 1895, ils avaient dû faire face... Tout se passe alors comme si les Moose réinvestissaient, dans leur rôle traditionnel de prédateurs, une place momentanément désertée. Reconnaissance mutuelle du Même et double désignation de l'Autre.